

“Total papers” et l’industrie du pétrole : une longue histoire de désinformation et d’inaction climatique

1. TotalEnergies condamnée pour sa désinformation climatique

Le 23 octobre 2025, TotalEnergies a été condamnée par le tribunal judiciaire de Paris pour **pratiques commerciales trompeuses** en raison de ses allégations mensongères concernant ses prétendus efforts de neutralité carbone affichées pendant sa campagne publicitaire de 2021, dans le cadre de son changement de nom de Total à TotalEnergies.

Cette décision est le résultat de l’action en justice initiée en 2022 par **Les Amis de la Terre, Greenpeace** et **Notre Affaire à Tous** qui ont toutes estimé que la major était « *en violation flagrante des recommandations européennes en matière d’allégations publicitaires environnementales, celles-ci devant tenir compte de l’incidence environnementale globale d’un produit tout au long de son cycle de vie (chaîne d’approvisionnement, mode de production)* ».¹

TotalEnergies avait affirmé dans sa campagne publicitaire que le gaz fossile était « *la moins polluante* » et « *la moins émettrice de gaz à effet de serre* » des énergies fossiles, tout en la présentant comme complémentaire aux énergies renouvelables et bon marché.



Les associations requérantes arguaient que le gaz fossile est en réalité extrêmement néfaste pour l’environnement, étant fortement émetteur sur l’ensemble de son cycle de vie. Il est quasi exclusivement composé de méthane, dont chaque tonne relâchée dans l’atmosphère crée un effet de serre 84 fois plus important que la même quantité de CO2 sur 20 ans . Le méthane réchauffe donc beaucoup plus fort, même s’il reste moins longtemps dans l’atmosphère . Si le gaz émet moins de CO2 à la combustion que le charbon et le pétrole, les fuites de méthane sont courantes et il est désormais reconnu qu’elles sont largement sous-estimées.



Ensuite, la major affirmait que les « *biocarburants* » étaient des « *alternatives bas-carbone* » qui permettraient « *de réduire de 50 à 90% les émissions de CO2 par rapport à leur équivalent fossile* ».



Or, à ce jour, les agrocarburants de « première génération » sont produits à partir de cultures en concurrence avec l’alimentation (humaine ou animale) pour l’accès aux terres arables, et notamment à partir de canne à sucre (pour le bioéthanol) ou d’huile de palme, dont la production dans certains pays a conduit à la destruction d’écosystèmes naturels et à la déforestation...



¹ Rapport de la Rainforest Foundation Norway, “Funding with purpose: a study to inform donor support for indigenous and local community rights, climate and conservation, 2021”

² https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full.pdf

³ <https://www.lafabriqueecologique.fr/le-methane-dans-les-strategies-dattenuation-un-enjeu-majeur-quelles-equivalences-entre-co2-et-methane/>

Dans sa Note sur les bioénergies, La Fabrique Ecologique rappelle que la 2ème génération de biocarburants (issue de sources ligno-cellulosiques : bois, paille, etc.) bute, pour la France, à la fois sur la ressource disponible et, à court terme, sur la maturité insuffisante des procédés. Une croissance rapide de l'utilisation des biocarburants – notamment pour l'aviation – conduirait donc à une impasse. Les associations requérantes déniaient quant à elles aux biocarburants tout caractère d'alternative bas-carbone.



Enfin, la major avait affirmé une « *ambition d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050* » et d'« *être un acteur majeur de la transition énergétique d'ici 2050* ». Or, la stratégie réelle de Total ne respectait pas du tout ces propos.



« Cette vaste opération de communication est un écran de fumée derrière lequel TotalEnergies tente de cacher la réalité : les énergies fossiles représentent encore 90 % de son activité et 80 % de ses investissements »⁵ Clara Gonzales, juriste à Greenpeace France

Les Amis de la Terre ont montré que TotalEnergies a omis au moins 85 % de ses émissions de gaz à effet de serre dans son objectif affiché aux consommateurs : dans ses calculs, TotalEnergies écarte les émissions de CO2 générées par les produits consommés par ses clients (c'est-à-dire l'essentiel de ses émissions dites de « scope 3 ») représentant 85 à 90 % de ses émissions, pour ne garder que les émissions de ses opérations industrielles (scopes 1 et 2).

De plus, ses activités de production entrent en contradiction avec le scénario « zéro émission nette en 2050 » de l'Agence Internationale de l'Énergie, selon lequel l'objectif de neutralité carbone suppose une augmentation considérable des énergies renouvelables, l'arrêt de l'exploration des combustibles fossiles et du développement de nouveaux champs gaziers ou pétroliers au-delà de ceux approuvés.

Or, TotalEnergies continue d'investir dans des projets pétroliers destructeurs en Ouganda et Tanzanie. En février 2022, TotalEnergies annonçait sa décision finale d'investissement de 10 milliards d'euros dans le projet Tilenga (en Ouganda) et Eacop (en Tanzanie). Le projet Tilenga consiste à forer plus de 400 puits pétroliers dont 1/3 à l'intérieur d'une aire naturelle protégée. Le projet Eacop prévoit la construction du plus long oléoduc chauffé au monde, menaçant 2000 km² d'habitats fauniques protégés et permettant le transport de pétrole générant 34,3 millions de tonnes de CO2 par an. 4 associations de défense de l'environnement ont déposé plainte pour « climaticide » en 2024.

Ces projets sont toujours en cours. En avril 2025, « le projet d'oléoduc Eacop en Ouganda et en Tanzanie venait de boucler un premier tour de table de financements externes auprès de banques africaines »⁸.

⁴<https://www.lafabriqueecologique.fr/les-bioenergies-quelle-place-dans-la-transition-energetique/>

⁵<https://www.greenpeace.fr/espace-presse/neutralite-carbone-et-greenwashing-recours-contre-totalenergies-pour-publicite-mensongere/>

⁶[https://www.novethic.fr/lexique/detail/scope3.html#:~:text=Le%20niveau%203%20\(ou%20scope,%C3%A9missions%20d'une%20entreprise.](https://www.novethic.fr/lexique/detail/scope3.html#:~:text=Le%20niveau%203%20(ou%20scope,%C3%A9missions%20d'une%20entreprise.)

⁷<https://reporterre.net/IMG/pdf/rapport-un-cauchemar-total-amisdelaterre-survie.p df>

⁸ <https://www.novethic.fr/environnement/transition-energetique/eacop-le-financement-de-loleoduc-franchit-une-etape-importante>



La décision du Tribunal est considérée par les associations requérantes comme une « victoire historique » car c'est la première fois qu'une major pétro-gazière est condamnée pour avoir trompé le public vis-à-vis de sa contribution à la lutte contre le réchauffement climatique en diffusant des allégations « de nature à induire en erreur le consommateur, sur la portée des engagements du groupe ».

Toutefois, c'est une victoire en demi-teinte. Le tribunal a rejeté les accusations de tromperie concernant le gaz et les agrocarburants et la demande de prononcer des mesures d'injonction à faire cesser les atteintes portées à l'atmosphère.

2. Total était au courant de son impact climatique dès les années 1970, tout comme Exxon et l'IPIECA

L'Etude « *Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971–2021* » de **Christophe Bonneuil, Benjamin Franta et Pierre-Louis Choquet** publiée en novembre 2021 révèle le rôle de Total et des autres majors pétrolières dans la désinformation climatique.⁹

En s'appuyant sur ce qu'on peut appeler les « **Total papers** » (archives internes et interviews de Total), les auteurs montrent que la major pétrolière était au courant de l'impact « potentiellement catastrophique » de ses produits sur le réchauffement climatique **dès 1971**.

L'étude montre qu'entre 1968 et 2021, les majors pétrolières sont passées du discours du doute au discours de délai climatique, c'est-à-dire de la fabrique du doute sur le réchauffement climatique à sa reconnaissance, tout en essayant de retarder la lutte contre le changement climatique.

« Les majors pétrolières sont passées du discours du déni au discours de délai climatique »

Plus largement, ils montrent aussi que les autres majors comme **Exxon** ou **Shell**, à travers l'**Association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière (IPICA)** a coordonné une campagne internationale pour remettre en cause la science climatique et affaiblir la politique climatique internationale, dès les années 1980.

⁹ <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378021001655>

A. 1965-1986 : Après leur prise de conscience environnementale, les majors sont restées silencieuses

Selon l'étude, l'**Institut Américain du Pétrole (API)**, dont fait partie Total, a reçu des avertissements à propos du réchauffement climatique **dès les années 1950** et a commandé des recherches sur le sujet à la fin des années 1960.

1971

Un article de Total reconnaît les dangers du réchauffement climatique. Dans cet article, **François Durand-Dastès**, un géographe parmi les plus informés de l'époque sur le changement climatique, y explique que « *depuis le XIXe siècle, l'homme brûle en quantité chaque jour croissante des combustibles fossiles* » et que « *cette augmentation est inquiétante [...] il est possible qu'une augmentation de la température de l'atmosphère soit à redouter* ».

Après 1971...

Même si la recherche scientifique sur le changement climatique s'intensifiait, Total et Elf (qui ont fusionné en 1999) sont restées **silencieuses sur le sujet jusqu'en 1986**. Comme la plupart des majors pétrolières, Total a fortement investi dans le charbon après le choc pétrolier de 1973.

Leur **mutisme était à la fois externe et interne** : Total ne menait pas de recherche en interne sur le réchauffement climatique et restait silencieuse en public. **En comparaison, l'API, Exxon et Shell affichaient un mutisme externe mais menaient des programmes de recherche internes sur le climat à la fin des 1970 (en 1981 pour Shell).**

1986

Cette année marque un point de bascule avec la rencontre au comité exécutif de Elf. Lors de cette rencontre, les décideurs de Elf discutent du rapport envoyé par **Bernard Tramier**, le directeur de l'environnement chez Elf qui décrit le réchauffement climatique comme étant certain d'arriver : « *l'accumulation de CO₂ et de CH₄ dans l'atmosphère et les gaz à effet de serre liés modifieront inévitablement notre environnement* ». **La réaction est la contre-attaque**, le rapport déclare que « *Les premières réactions ont été (...) de "taxer les énergies fossiles", il est donc évident que l'industrie pétrolière devra, une nouvelle fois, se préparer à se défendre.* »

B. 1987-1996: Total est associée aux autres majors dans une stratégie du doute

Entre 1987 et 1993

L'étude montre que Total et Elf participent activement à « ***l'effort de fabrique stratégique du doute*** » mené au niveau mondial par Exxon et par l'IPIECA afin de retarder toute action de réduction des émissions de gaz à effet de serre.



1988

L'IPĪECA se réunit au siège de Total à Paris et crée un « *groupe de travail sur le changement climatique* » qui a entre autres pour but « *d'étudier des réponses stratégiques qui bénéficieraient à l'industrie* ». Il en ressort des **recommandations de stratégies** :

- Souligner les incertitudes sur la science climatique,
- Rester au courant de la recherche sur le changement climatique et des politiques environnementales qui ne menaceraient pas le cœur du business de l'industrie
- Retarder les contrôles sur les émissions de CO₂,
- Financer les recherches scientifiques qui permettraient de renforcer la capacité de l'industrie à mettre en avant les limites des modèles climatiques et potentiellement faire apparaître le réchauffement climatique comme moins alarmant,
- Placer des ingénieurs fraîchement diplômés au sein des laboratoires climatiques (dont MIT, UCLA) afin de surveiller les derniers développements de la science climatique.

C. 1997-2006 : Total et les autres majors poursuivent une stratégie de délai climatique

Vers la fin des années 1990,

Elf et Total passent à une nouvelle stratégie, celle du délai climatique : on ne nie pas qu'il y a un réchauffement, qui est désormais largement prouvé par les avancées scientifiques, mais on minimise l'urgence à agir, tout en poursuivant une stratégie de croissance impliquant des investissements massifs dans la production de pétrole et de gaz.

Total et Elf attaquent la taxation du carbone ou de l'énergie : avec le protocole de Kyoto en vue, la nouvelle stratégie proposée par Bernard Tramier consiste en effet à « montrer la bonne volonté de se diriger vers le vert » en faisant plutôt la promotion des instruments de marché (instruments consacrés par le protocole de Kyoto à travers le « mécanisme de développement propre » et au sein de l'Union européenne par le « système d'échange de quotas d'émissions »).

Protocole de Kyoto

Le protocole de Kyoto (signé en décembre 1997 et entré en vigueur en février 2005) a de fait marqué un tournant décisif dans l'histoire politique du changement climatique : désormais, on ne peut plus nier le réchauffement climatique. Les compagnies pétrolières ont donc changé leur position pour accepter publiquement les conclusions du GIEC et promouvoir l'industrie comme un acteur rationnel et scientifique.

Dans le même temps, Total investit plus de 30 milliards de dollars entre 2000 et 2005 dans le pétrole et le gaz sans rendre compte de ses investissements dans des sources d'énergie non fossiles. Cette stratégie axée sur les combustibles fossiles était aussi partagée par ExxonMobil.

D. 2006-2021 : Total défend sa légitimité publique face aux critiques environnementales

2006

Cette année marque le début d'une nouvelle ère pour Total. Dans la continuité du Protocole de Kyoto, la **COP15 de Copenhague** contribue à augmenter l'attention publique au réchauffement climatique. Dans ce contexte, **Total reconnaît la légitimité du GIEC mais redéfinit son propre rôle** : la science décrit le changement climatique mais ce sont les entreprises qui doivent le résoudre.

Ce discours permet à Total de se présenter comme légitime pour évaluer la pertinence des politiques climatiques publiques et d'entreprises. Ainsi, l'entreprise poursuit l'investissement dans les fossiles en dépensant plus de **60 milliards de dollars** dans des opérations pétrolières et gazières entre **2005 et 2009**, sans pour autant déclarer d'investissements significatifs dans les énergies non fossiles.

Entre 2015 et 2019

Total investit encore **77 milliards de dollars** dans la production de pétrole et de gaz et se présente comme plus engagée dans la lutte contre le changement climatique, sans mettre en place d'objectifs contraignants ou d'évolution de son mix énergétique.

2021

Total devient TotalEnergies et étend ses investissements dans les énergies non fossiles. C'est quasiment le même nom qu'utilisait Total pour ses publicités dès 1977, quand l'entreprise revendiquait son investissement dans l'énergie solaire sans faire de changement de son modèle industriel basé sur le pétrole. **Or, les énergies renouvelables ne représentent que 0,2 % de la production de TotalEnergies en 2022.**

Sur son site, elle se présente comme « *compagnie multi-énergie [qui fournit] des énergies plus abordables, disponibles et propres* », propos pour lesquels la major a été condamnée en 2025.

Ainsi Total était au courant depuis bien longtemps de son impact climatique et a cependant choisi de développer son activité sans remise en cause de son modèle, au moins jusqu'en 2021 ; à compter de cette date, la croissance des investissements dans les énergies renouvelables n'a pas non plus entraîné de rupture avec la prédominance des énergies fossiles dans ses activités et l'allocation de ses ressources. Cette enquête révèle que, loin d'être la seule, Total reproduisait largement, des années 1960 à 2021, les stratégies utilisées par les autres majors pétrolières..

Paris, 28 mai 2021 – L'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire des Actionnaires de la Société a voté ce jour, à une quasi-unanimité, la résolution visant à changer la dénomination sociale de l'entreprise. Total devient donc TotalEnergies et ancre dans son identité, sa stratégie de transformation en compagnie multi-énergies. A l'occasion de son changement de nom, TotalEnergies se dote d'une nouvelle identité visuelle.

« L'énergie c'est la vie. Nous en avons tous besoin et elle est source de progrès. Alors aujourd'hui, pour contribuer au développement durable de la planète face au défi climatique, nous avançons, ensemble, vers de nouvelles énergies. L'énergie se réinvente et ce chemin des énergies, c'est le nôtre. Notre ambition est d'être un acteur majeur de la transition énergétique. C'est pour cela que Total se transforme et devient TotalEnergies », a déclaré Patrick Pouyanné, Président-directeur général de TotalEnergies.

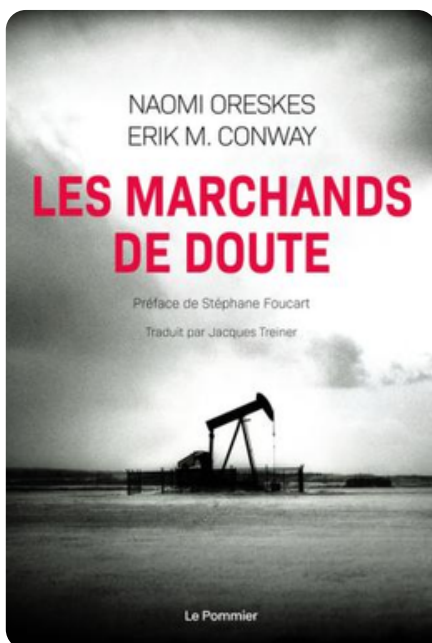
Le nouveau nom et sa nouvelle identité visuelle incarnent la dynamique dans laquelle TotalEnergies est résolument entrée : celle d'une compagnie multi-énergies qui met en œuvre sa mission de produire et fournir des énergies toujours plus abordables, disponibles et propres.



Capture d'écran du site de TotalEnergies fait le 28 novembre 2025

3. Les industries d'aujourd'hui ne font que reproduire les stratégies de désinformation climatique d'autrefois (industrie du tabac, du sucre, des pesticides...)

Stéphane Horel, journaliste d'investigation au Monde et spécialiste sur les sujets comme le lobby et la désinformation scientifique, affirme dans son livre **Lobbytomie (2018)** que « Depuis des décennies, Monsanto, Philip Morris, Exxon, Coca-Cola et des centaines d'autres firmes usent de stratégies pernicieuses afin de continuer à diffuser leurs produits nocifs, parfois mortels, et de bloquer toute réglementation ». De même, en s'appuyant sur la rhétorique et l'analyse de cadre des communications d'Exxon Mobil, **Supran et Oreskes (2021)**¹⁰ observent que **la communication d'ExxonMobil sur le changement climatique imite la propagande utilisée par d'autres industries comme celle du tabac, du sucre, de la chimie, des pesticides...** Revenons sur les stratégies utilisées par ces grandes industries.



L'industrie du tabac est celle qui a montré la voie. Tout le monde a entendu parler des « **Tobacco papers** », ces 14 millions de documents que les cigarettiers furent contraints de rendre publics par la justice américaine. Ces documents révèlent que l'industrie du tabac était au courant de l'impact nocif de ses produits sur la santé depuis les années 1950. Dans **Les Marchands de doute (2011)**, **Supran et Oreskes** mettent en lumière les stratégies que ces industries ont utilisées. Pour maintenir la controverse sur la dangerosité du tabac, l'industrie a commencé par attaquer la science. Le 4 janvier 1954, l'industrie du tabac a lancé **la plus grande campagne de désinformation climatique de tous les temps**, une déclaration intitulée « *A Frank Statement to Cigarette Smokers* »¹¹ qui contestait les résultats scientifiques liant le tabac aux cancers des voies respiratoires.

Ensuite, pour « marchandiser » le doute, **il fallait donner l'impression que les affirmations étaient scientifiques.** L'industrie du tabac a alors créé un cadre d'experts auxquels elle pouvait faire appel en cas de besoin, le **Comité de Recherche de l'Industrie du Tabac**. L'industrie a également parrainé des conférences et des ateliers dont les documents pouvaient être cités au nom de l'industrie. Les rapports produits par l'industrie du tabac reprenaient les caractéristiques d'une argumentation scientifique : graphiques, tableaux, références... Ainsi, **pour semer le doute, il s'agit de décrédibiliser la science en utilisant la science elle-même.** Les marchands de doute employés par l'industrie américaine du tabac inventent vers 1950 la formule péjorative "junk science" afin de discréditer les études sur la cancérogénicité du tabac.

⁹ <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378021001655>

¹⁰ Supran, G., & Oreskes, N. (2021). Rhetoric and frame analysis of ExxonMobil's climate change communications. One Earth, 4, 696-719. [https://www.cell.com/one-earth/fulltext/S2590-3322\(21\)00233-5?mc_cid=1d9e09ca9b](https://www.cell.com/one-earth/fulltext/S2590-3322(21)00233-5?mc_cid=1d9e09ca9b)
<https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aa815f>

¹¹ Daily Doc: The 'Frank Statement' of 1954". www.tobacco.org. November 7, 2017. Archived from the original on February 15, 2009. Retrieved November 7, 2017

Quand il s'agit des **pesticides**, le premier nom qui nous vient en tête est « **Monsanto** ». **Carey Gillam** et **Kathryn Forgie** sont à l'origine des « **Monsanto Papers** »¹², des centaines de documents internes qui montrent comment l'entreprise américaine a dissimulé les effets du **glyphosate** sur la santé pour manipuler les agences de régulation. Ces documents révèlent que « *depuis des décennies, la firme s'arrange pour faire disparaître toute recherche compromettante concernant le glyphosate et ses impacts négatifs* »¹³.



« Depuis des décennies, la firme s'arrange pour faire disparaître toute recherche compromettante concernant le glyphosate et ses impacts négatifs »

Une de leurs stratégies était de pratiquer le « **ghostwriting** », c'est-à-dire que la firme faisait signer par des scientifiques des études qu'elle-même avait en fait réalisées et écrites. Les dits scientifiques étaient rémunérés pour accepter de couvrir cette tromperie.

Une autre stratégie était de discréditer les études scientifiques en accusant les auteurs d'être partiaux. C'est la stratégie qui a été utilisée en 1984, lorsque les premières études indépendantes révélant des tumeurs rénales liées au glyphosate ont été publiées.

Enfin, une troisième politique de Monsanto était d'**influencer les autorités de réglementation**, et particulièrement l'EPA (l'Agence américaine de protection de l'environnement). **Monsanto a réussi à convaincre l'EPA d'empêcher une autre agence de régulation des produits chimiques (l'ATSDR) de s'intéresser au glyphosate.** Carrey Guillam conclut que « *Monsanto n'est cependant pas la seule firme à falsifier des documents à propos de produits chimiques dangereux pour l'environnement ou l'humain, même si elle a sans doute été le plus loin. Ces abus sont fréquents dans l'industrie chimique, comme avec l'industrie du tabac ou pharmaceutique* ».

L'Atlas des pesticides publié par La Fabrique Ecologique et la Fondation Heinrich Böll¹⁴ montre que d'autres firmes poursuivent la « fabrique industrielle du doute ». Par exemple, en 2019, **Bayer** a déposé une demande de renouvellement de l'approbation du glyphosate pour 2022 auprès de l'Union européenne (UE), conjointement avec d'autres entreprises réunies sous le nom de Groupe pour le renouvellement du glyphosate (GRG).

¹² <https://usrtk.org/monsanto-papers/>

¹³ <https://reporterre.net/Celles-qui-ont-revele-les-Monsanto-papiers-racontent-comment-Monsanto-triche>

¹⁴ <https://www.lafabriqueecologique.fr/atlas-des-pesticides/>

Un dernier exemple est celui des **industriels du sucre** qui ont détourné le programme dentaire américain de lutte contre les caries dans les années 1960 et 1970. Tout comme les « *Tobacco papers* » ou « *Monsanto Papers* », il existe des « ***Sugar papers*** », une synthèse de documents internes aux industries du sucre découverts dans un fonds d'archives publiques.

D'après une **étude publiée en 2015 dans la revue Plot Medicine**¹⁶, ces documents révèlent que les industriels du sucre, alors qu'ils étaient au courant des effets délétères du sucre sur la santé buccale des enfants, ont promu et soutenu, dans les années 1960 et 1970, des programmes scientifiques « *alternatifs* », destinés à éviter toute réduction de la consommation de sucre. **Ils ont même orienté la politique publique de lutte contre les caries en faisant du lobbying scientifique et humain** : rédaction d'articles jetant le doute sur la fiabilité de tels tests, organisation de leur propre panel d'experts afin d'établir des propositions.

Finalement, **l'étude révèle que 78 % des propositions de l'industrie sont reprises dans le Programme national anti-caries américain**. Pour Stanton Grantz, un des auteurs de l'étude, « *qu'il s'agisse du tabac, du sucre ou du réchauffement climatique, ce sont les mêmes objectifs, les mêmes méthodes d'instillation du doute qui sont à l'œuvre* ».

« Qu'il s'agisse du tabac, du sucre ou du réchauffement climatique, ce sont les mêmes objectifs, les mêmes méthodes d'instillation du doute qui sont à l'œuvre »

Finalement, même si TotalEnergies n'a pas été condamnée pour des activités du même ordre et si la compagnie a probablement fait preuve d'une certaine prudence sur la réalité du changement climatique, sa récente condamnation pour désinformation sur sa stratégie de réponse est l'occasion de mettre en lumière et en perspective un demi-siècle de fabrication du doute de la part de certaines des plus grandes industries mondiales et sur les pratiques de « greenwashing » (écoblanchiment) qu'elles peuvent ensuite adopter. Elle revêt dès lors une importance particulière pour alerter les citoyens-consommateurs et pour dissuader ce type de stratégies chez les entreprises.

Rédigé en novembre 2025 par :



Philippine Verzat
Chargée de Mission
La Fabrique Écologique



Carlos Fernández
Chargé de Mission
La Fabrique Écologique

TOTAL : 50 ANS DE DESINFORMATION CLIMATIQUE

par **Philippe Verzat**

1971

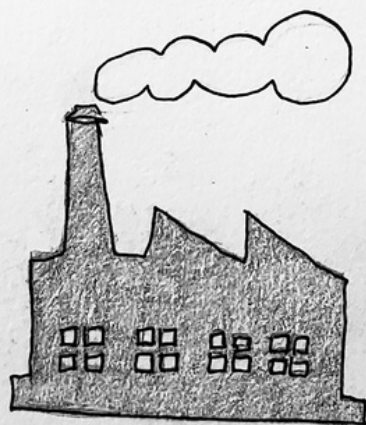
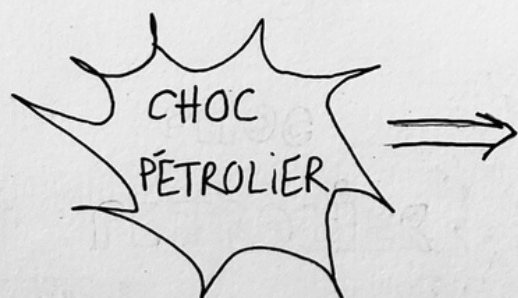
géographe
Durand-Dastès



Depuis le XIXe siècle, l'homme brûle en quantité chaque jour croissante des combustibles fossiles » et que « cette augmentation est inquiétante [...] il est possible qu'une augmentation de la température de l'atmosphère soit à redouter

1973

Après le rapport de 1971, Total et Elf restent silencieuses et poursuivent leurs investissements dans le charbon



↑ investissements dans le charbon



1986

l'accumulation de CO₂ et de CH₄ dans l'atmosphère et les gaz à effet de serre liés modifieront inévitablement notre environnement



Bernard Tramier
directeur de l'environnement chez Elf



1988

IPIECA

groupe de travail sur
le changement
climatique

En 1988, l'IPIECA se réunit au siège de Total à Paris et crée un «groupe de travail sur le changement climatique» qui a entre autres pour but «d'étudier des réponses stratégiques qui bénéficieraient l'industrie».



STRATÉGIES

Le groupe définit un certain nombre de stratégies :



SEMER LE DOUTE

Souligner les incertitudes sur la science climatique



INVESTIR DANS LA RECHERCHE



Financer les recherches scientifiques qui permettraient de renforcer la capacité de l'industrie à mettre en avant les limites des modèles climatiques et potentiellement faire apparaître le réchauffement climatique comme moins alarmant.

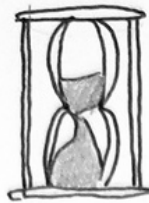


PLACER DES INGÉNIEURS DE TOTAL DANS
LES UNIVERSITÉS

1990's

Avec le protocole de Kyoto en vue, la nouvelle stratégie proposée par Tramière consiste à "montrer la bonne volonté de se diriger vers le vert" et à promouvoir les instruments de marché.

STRATÉGIE DE DÉLAI



→ minimisation de l'impact climatique

↑ INVESTISSEMENTS DANS LE PÉTROLE ET LE GAZ

2000 - 2005



Total investit plus de 30 milliards de dollars entre 2000 et 2005 dans le pétrole et le gaz sans rendre compte de ses investissements dans des sources d'énergie non fossiles.

2005 - 2009

Le contexte est celui de la COP15 à Copenhague, d'une augmentation de l'attention publique au réchauffement climatique et l'adoption de buts de réduction d'émission.

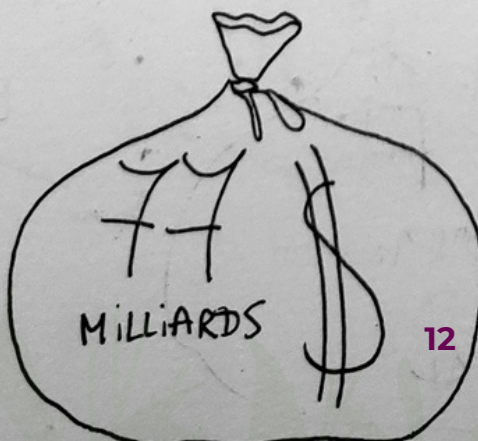


→ TOTAL reconnaît le GIEC mais définit son propre rôle: la science doit, l'industrie résoudre



↑ investissements gaz et pétrole

2015 - 2019



↑ investissements gaz et pétrole

2021

Total → TotalEnergies

En 2021, Total devient TotalEnergie et étend ses investissements dans les énergies fossiles.



400 puits
pétroliers

TILENGA

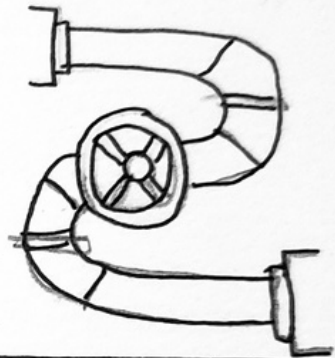
UGANDA

En 2022, Total annonce investir 10 milliards d'euros dans le projet Tilenga (en Ouganda) et Eacop (en Tanzanie)

EACOP

TANZANIE

+34,3 millions de tonnes
de CO₂/an
oléoduc chauffé à 50°C

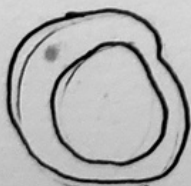


2025



Le 23 octobre 2025, TotalEnergies a été condamnée par le tribunal judiciaire de Paris pour pratiques commerciales trompeuses.

TOTAL ACCUSÉ DE GREENWASHING



Les Amis
de la Terre



GREENPEACE



NOTRE
AFFAIRE
À TOUS